

Édito

La hausse sans précédent du coût des intrants, une sécheresse inédite par sa durée et son intensité, des attaques de chenilles sur les prairies, la tuberculose bovine sur certains territoires de notre département, ont fortement dégradé les trésoreries, les stocks et le moral des éleveurs en 2022. L'année aura été particulièrement éprouvante et nous devons encore une fois faire preuve d'adaptation pour passer ce cap extrêmement difficile. Quelques signaux doivent nous y encourager parmi lesquels le maintien de la consommation de viande ou la hausse des cours de la viande qui, bien qu'encore insuffisante, laisse espérer des lendemains plus éclairés. Nous ferons encore

preuve de résilience pour maintenir notre potentiel de production à condition de pouvoir maintenir notre cheptel reproducteur. 2022 doit être pour nous tous une année de prise de conscience climatique qui doit nous conduire à adapter nos systèmes de production, à renforcer par exemple les complémentarités entre céréaliers et éleveurs, à valoriser au mieux le potentiel de nos prairies, etc.. En tant que responsable professionnel, 2022 aura encore une fois été une année de négociations ardues notamment concernant la tuberculose bovine. Bien que la faune sauvage joue un rôle comme hôte de liaison, la première voie de contamination reste incontestablement la voie respiratoire

(voire digestive) d'un bovin infecté à un bovin sain. Le renforcement de la biosécurité (doubles clôtures, abreuvement, etc.) reste par conséquent un axe de travail essentiel. Nous menons depuis plusieurs mois des négociations avec le Conseil Régional de Nouvelle Aquitaine afin d'obtenir une enveloppe spécifique qui permettrait aux éleveurs d'un territoire pilote de 18 communes des Pyrénées-Atlantiques fortement touchés par cette maladie de pouvoir bénéficier du financement de mesures de biosécurité renforcées.

Maryvonne Lagaronne,
Présidente de la Commission Bovins
Viande de la Chambre d'Agriculture

Conjoncture Bovins viande 2022 : dérèglement des marchés des intrants et sécheresse historique : une calamité chasse l'autre...

22 %

Hausse des coûts de production de 15 à 22 %, selon les systèmes.



40 %

C'est le déficit fourrager

Après le court répit de 2021, cette campagne 2022 se caractérise par une hausse continue et inédite dans son ampleur du prix des intrants majeurs des élevages, et une sécheresse estivale historique qui a épuisé les réserves fourragères. La décapitalisation, déjà structurelle depuis 2016, s'amplifie à toutes les échelles, restreignant une offre de plus en plus limitée. Dans ce contexte difficile, il reste 2 éléments pour garder des perspectives: une consommation de viande qui se maintient malgré l'inflation et une hausse historique du cours des animaux...

Les 4 faits marquants de l'année 2022

1/ Prix des intrants agricoles: records historiques... battus!

À plus de 137 points en septembre, l'indice IPAMPA bovin viande (prix des matières premières agricoles, de base 100 en 2015) affiche une « poussée de fièvre » sur un an, avec une hausse de près de 20 % encore bien plus marquée que la progression, déjà historique, de fin 2021. Basculés dans le chaos depuis l'ouverture du conflit en

Ukraine en février, les prix des matières premières s'envolent, dopés notamment par le coût matriciel de l'énergie (+ 34,3 % en 1 an), qui intervient dans l'élaboration ou le transport de tous les autres intrants majeurs: engrais (+ 79 % !), matériel (+ 16 %). Les aliments achetés (+ 28 %) sont marqués par une forte demande mondiale, des aléas de récolte et un contexte géopolitique désormais imprévisible... **Le coût de production de nos élevages locaux progresse en prévision de 15 à 22 %, selon les systèmes.**



2/ Une sécheresse historique qui a fragilisé tous les systèmes bovins: estimé en moyenne à **plus de 40 %** sur le département, le **déficit fourrager** n'épargne quasiment aucune zone ni aucun système. L'affouragement démarré dès juillet, l'épuisement des stocks de 2021 et les achats supplémentaires d'aliments entraîne une **hausse moyenne estimée de 40 % du coût alimentaire**.

3/ La décapitalisation bovine s'amplifie, alimentant le manque d'offre.

Exacerbée par des rendements fourragers et culturaux historiquement faibles, la baisse des 2 cheptels bovins s'amplifie à tous les niveaux: France et région. Localement, cette baisse est, pour la 2^{ème} année, un peu plus marquée qu'au niveau régional; le manque d'offre en viande concerne désormais toutes les catégories sur les 2 marchés, gras comme vif.

Source : observatoire INTERBEV au 01/10/2022 (évolution par rapport à 2021)	Femelles de race à viande	Femelles de races laitières
France	- 3,2 %	- 2,4 %
Nouvelle-Aquitaine	- 3,4 %	- 7,2 %
Pyrénées-Atlantiques	- 4,0 %	- 8,9 %



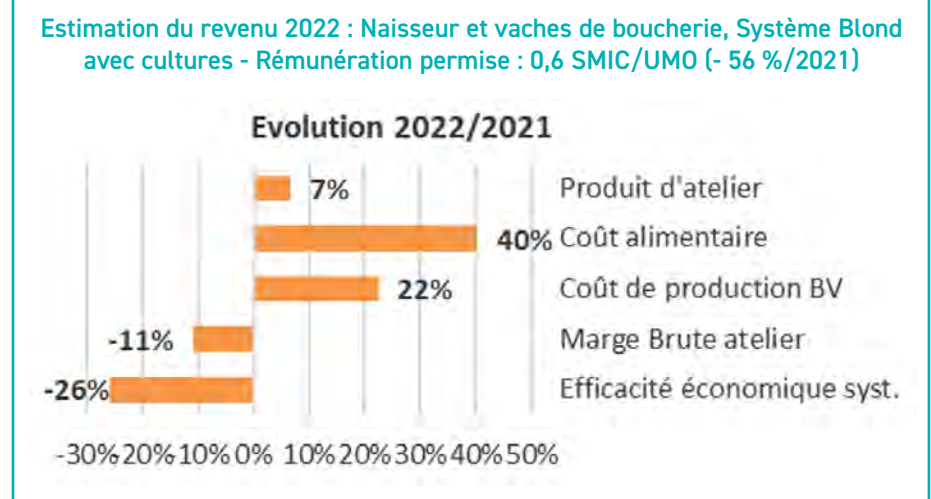
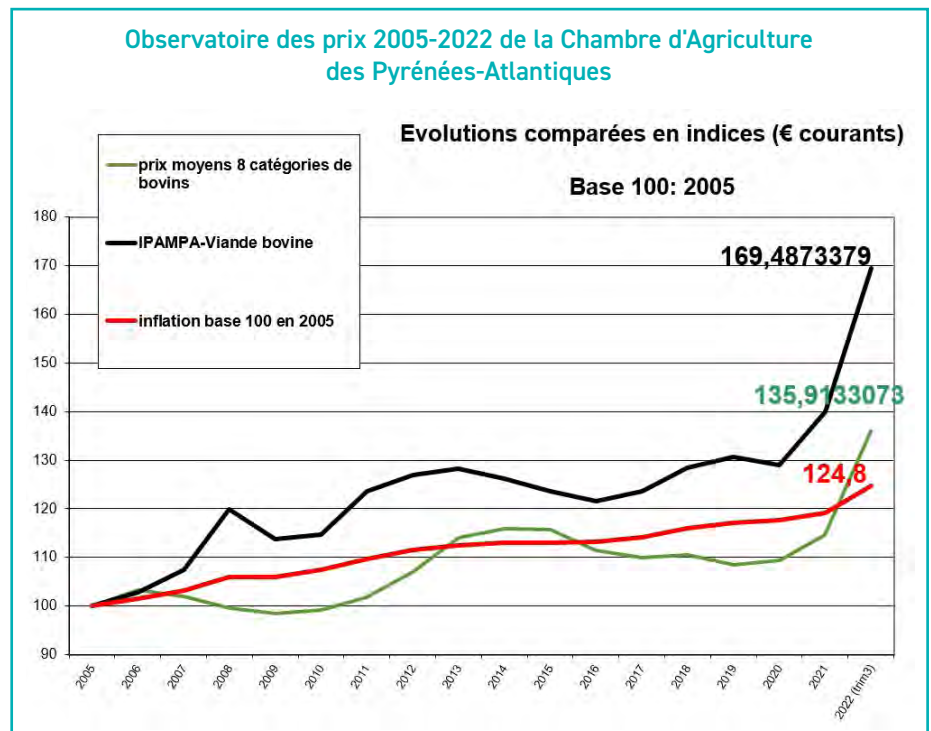
4/ « Egalim 2 » et prix des animaux: le compte n'y est pas (encore): notre observatoire départemental des prix confirme une **hausse moyenne de 18 % pour les 8 catégories observées sur l'année glissante** (septembre 2021/septembre 2022) (vaches de boucherie blondes, réformes laitières, jeunes bovins, veaux sous la mère, brou-

tards mâles et femelles, vaches maigres). Même si cette progression est inédite depuis le début de cet observatoire (2002), elle reste insuffisante face à la hausse du coût de production, toute aussi brutale, pour maintenir le revenu. Les 2 graphiques suivants illustrent:

- **La « course du lièvre et de la tortue »** entre les prix nets payés à l'éleveur, l'inflation et l'IPAMPA: le graphique (ramené en indice 100 en 2005) illustre directement les progressions comparées en pourcentage sur les 18 dernières campagnes, de l'inflation (25 %), des prix moyens (36 %, avec une accélération depuis 2021)

- **L'impact économique de la conjoncture 2022** (avec les surconsommations ali-

mentaires liées à la sécheresse) sur le système majoritaire de notre département (naisseur blond avec finition des femelles), mesuré grâce à l'indispensable réseau de fermes de références INOSYS.



MONDE: l'élevage, pris dans la tourmente des matières premières, peine à satisfaire la demande mondiale en viande bovine... (Dossier Économie de l'élevage N°531_juin 2022)

En 2021 et tout au long du 1er semestre 2022, les cours de la viande se sont envolés partout dans le monde, en raison de l'évolution favorable du rapport entre offre et demande: vigueur de la demande dans beaucoup de pays importateurs (malgré l'inflation) face à de grands exportateurs qui peinent à y répondre. Pourtant, la production a repris dans les principaux pays producteurs, après la chute observée en 2020. Mais la hausse des importations des 10 principaux pays acheteurs est 2 fois plus importante (+ 300 ktéc) que celle des exportations des 10 principaux fournisseurs (+ 150 ktéc).

EUROPE: hausse généralisée des cours dans un contexte de baisse de l'offre

L'offre est globalement limitée en Europe, ce qui permet de soutenir les prix de tous

les bovins maigres et fins, malgré une demande affectée par le retour de l'inflation alimentaire.

FRANCE: la baisse de production fragilise la souveraineté alimentaire...

→ BAISSE DE LA PRODUCTION :

Les 2 cheptels accusent au 1er octobre des baisses plus accentuées que l'an dernier. Consécutifs d'une décapitalisation installée depuis plusieurs années, les abattements affichent logiquement un net repli en octobre 2022 en cumul annuel: - 1 % pour les vaches de boucherie viande, - 4 % pour les réformes laitières, - 5 % pour les jeunes bovins viande, - 11 % pour les JB laitiers.

→ CONSOMMATION: UN TRÈS BON MAINTIEN... MALGRÉ UNE INFLATION QUI PROGRESSE

La consommation par bilan de viande bovine en France affiche un très bon maintien sur les 8 premiers mois de l'année, malgré l'inflation.

Parmi les explications:

- une inflation en France certes inédite à ce

niveau (+ 7,1 % en octobre), mais sensiblement moindre que la moyenne observée en Europe (+ 10,7 % selon Eurostat)

- le retour en force de la RHD après le confinement, dont le chiffre d'affaires « explose » (+ 19 %/2021, + 33 %/2020!)
- une consommation toujours « tirée » par le steak haché... qui, paradoxalement, est le produit alimentaire dont le prix au détail progresse le plus (+ 32 % en octobre).

Face à une offre nationale en forte baisse, la part de viande importée dans la consommation augmente très fortement: elle atteint 26 % des disponibilités totales en août (elle était de 22 % avant la pandémie).



Marchés départementaux 2022 : moyenne des prix nets relevés auprès des 3 organisations de producteurs locales sur les 4 derniers trimestres (4^{ème} trimestre 2021, 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} trimestres 2022) :

Catégorie	Prix net 2022	Evol./2021	Analyse
Vache blonde labellisable (- 9 ans)	5,35 €/kgc (5,68 € sous contrats)	+ 7,5 %	L'offre en baisse soutient les prix qui progressent significativement à partir de l'été. Forte demande pour un « marché standard ».
Vache blonde non labellisable (+ 9 ans)	4,63 €/kgc	+ 13,6 %	Filières Labels équilibrées et pénalisées par le coût des tourteaux tracés non OGM. Contrats Egalim chez certains opérateurs.
Réforme laitière	3,79 €/kgc	+ 39,8 %	Hausse explosive des cours, en rapport avec la demande en gamme « standard » et la rareté de l'offre locale.
Jeune bovin blond	4,82 €/kgc	+ 18,5 %	Forte progression des prix, dans un marché très déficitaire. Progression des prix n'encourageant plus la production, avec un différentiel/broulard insuffisant.
Veau sous la mère blond	7,29 €/kgc	+ 2,6 %	Progression des prix n'encourageant plus la production, avec un différentiel/broulard insuffisant.
Réforme maigre (race à viande)	1501 €/tête	+ 13 %	Prix en hausse suivant le marché du gras, lié à une diminution de l'offre.
Broulard blond	1036 €/t	+ 5,3 %	Sous l'effet d'une demande soutenue et d'une diminution de l'offre, les cours des broulards sont orientés à la hausse. Alourdissement demandé par les engraisseurs italiens (> 300 kg vifs).
Broularde blonde	821 €/t	+ 6,3 %	
Veau de boucherie (cotation veau rosé 0 sem.45 FAM)	7,20 €/kgc	+ 15 %	La faiblesse des disponibilités stimule les prix.